



Comité économique et social européen

Le défi du changement climatique

Position paper – octobre 2013

"Il conviendrait que les négociations internationales sur le changement climatique constituent un forum au sein duquel les pays s'encouragent les uns les autres au lieu de se faire mutuellement obstruction."

Lutz Ribbe, président de l'Observatoire du développement durable du CESE

Introduction

Alors que le débat sur le changement climatique se poursuit, les faits parlent d'eux-mêmes. Les données collectées témoignent d'une hausse constante des températures à l'échelle mondiale: la dernière décennie a été la plus chaude jamais enregistrée. À présent, 97 % des climatologues reconnaissent que ces changements sont imputables aux activités humaines, ce que corrobore à nouveau le dernier rapport d'évaluation élaboré par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

L'incidence sur l'environnement est évidente. Les glaciers reculent, et l'on observe un déplacement des habitats des espèces végétales et animales. Les scientifiques mesurent la perte de glace de mer, l'élévation du niveau de la mer, les vagues de chaleur plus intenses, les tempêtes sans précédent et les phénomènes météorologiques extrêmes.

En Europe, les températures augmentent plus rapidement qu'ailleurs sur la planète, et les efforts mondiaux pour réduire les émissions nuisibles de gaz à effet de serre ne parviennent pas à atteindre les objectifs fixés. Le Comité économique et social européen demande instamment des mesures plus strictes, si l'on veut éviter de nuire gravement à l'humanité, à l'économie et à la planète.

La politique de l'UE

En 2008, le train de mesures de l'UE sur le climat et l'énergie fixait comme objectifs une réduction des émissions de 20 %, 20 % d'énergie d'origine renouvelable et un accroissement de l'efficacité énergétique de 20 % d'ici à 2020.

En 2009, la Commission européenne publiait un Livre blanc sur l'adaptation au changement climatique, qui proposait 33 actions. Elle a poursuivi ses travaux en lançant en avril 2013 une stratégie de l'UE relative à l'adaptation, qui préconisait une approche souple et participative, exhortait les États membres à intensifier leurs efforts et suggérait huit mesures spécifiques. Selon la Commission, l'incapacité à s'adapter à des changements inévitables coûtera cher à l'Europe à long terme.

Néanmoins, le changement climatique est un problème mondial et l'UE participe activement aux négociations sur la scène internationale depuis les années quatre-vingt-dix. En mars 2013, la Commission a lancé une consultation publique sur la voie à suivre pour parvenir à un accord international sur le changement climatique pour 2015, définissant la politique internationale en matière de climat après 2020, assortie d'une communication sur la situation actuelle.

"Imaginons que d'ici quelques dizaines d'années, les scientifiques se rendent compte qu'ils se sont trompés, que le problème n'était pas le climat. En tout état de cause, n'aura-t-il pas été bénéfique d'avoir fait le nécessaire pour lutter contre le changement climatique?"

Connie Hedegaard, commissaire européenne responsable de l'action pour le climat

La position du CESE

Le Comité économique et social européen a élaboré deux avis sur ces thèmes.

Politique internationale en matière de climat

L'Europe doit être proactive, ambitieuse mais réaliste, et doit insuffler un nouveau sentiment d'urgence aux négociations mondiales, affirme le CESE. Le monde a changé depuis le protocole de Kyoto de 1997. Aussi le nouvel accord international doit-il répondre aux circonstances actuelles et convenir à l'ensemble des pays, qu'ils soient développés ou en développement. Dans son avis, le Comité invite l'UE à assumer son rôle de "chef de file prêchant par l'exemple".

Les efforts et les actions de la population et des secteurs actifs "sur le terrain" étant essentiels pour réaliser les objectifs et les engagements convenus, les politiques doivent tenir compte des intérêts de la société civile. Il convient donc de garantir la responsabilisation et la transparence

à chaque étape, et d'éviter les inégalités sociales et économiques. Il y a lieu de définir des objectifs ambitieux mais réalistes par consensus et en consultation avec les personnes concernées; en outre, des incitations positives pourraient contribuer à susciter un soutien et une acceptation plus larges.

Toutefois, bien qu'il soutienne pleinement la conclusion d'un accord international, le CESE souligne que l'Europe ne peut attendre 2015 pour agir, et que les mesures que nous allons prendre d'ici à 2020 (année où l'accord doit entrer en vigueur) seront déterminantes. En Europe comme ailleurs, c'est la politique énergétique qui est au cœur du défi. Le secteur énergétique représente environ deux tiers des émissions de gaz à effet de serre, et plus de 80 % de l'énergie, à l'échelle mondiale, continue à être obtenue à partir de combustibles fossiles. Le potentiel en matière d'efficacité énergétique reste largement inexploité, la crise économique ayant eu des répercussions négatives sur les investissements dans les énergies renouvelables. Cela ne devrait pourtant pas être le cas: l'industrie devrait envisager la crise comme une occasion de passer à des technologies plus vertes.

Un autre défi réside dans l'intégration des questions de changement climatique dans d'autres domaines d'action afin de garantir que le processus d'élaboration des politiques soit cohérent et constructif dans l'ensemble des domaines. Plutôt que d'imposer de lourdes charges administratives, le CESE privilégie les approches fondées sur le marché pour inciter les entreprises privées et d'autres acteurs à devenir plus durables. L'industrie peut contribuer en effectuant des transferts de technologie et en partageant les meilleures pratiques, tandis qu'une taxe carbone pourrait servir à financer la recherche en matière de mesures d'adaptation. "Un accord simple et équitable pour 2015 est donc une condition préalable à un environnement commercial équitable dans l'ensemble des régions de l'économie mondiale."

Les politiques relatives au changement climatique devraient soutenir la croissance et le développement globaux de la société, de l'économie et de l'environnement. L'accord ne constituera qu'un premier pas en avant; sa mise en œuvre dépendra de la bonne volonté de la société civile mondiale. "Le processus doit donc être transparent et convaincant, et gagner ainsi la confiance des citoyens du monde entier."

Adaptation au changement climatique

• Le CESE soutient la stratégie de la Commission relative à l'adaptation et invite l'ensemble des États membres de l'UE à agir rapidement pour

approuver et mettre en œuvre leurs propres programmes nationaux. Il relève un certain nombre de secteurs où une action s'impose.

- Il est crucial d'intégrer les mesures d'adaptation au changement climatique de manière horizontale dans les différentes politiques et les divers instruments financiers de l'Union (Fonds structurels, Politique agricole commune, recherche et développement, etc.).
- Le secteur des assurances pourrait proposer des mesures d'incitation fondées sur le marché afin d'encourager les mesures d'adaptation, en ajustant les primes en fonction du niveau de risque. Le CESE accueille favorablement la décision de la Commission de présenter un livre vert sur les assurances contre les catastrophes d'origine naturelle et humaine, afin de développer le marché des assurances et de réduire la charge pour les budgets publics. Toutefois, face à l'ampleur des risques, l'État doit toujours faire office d'assureur responsable en dernière instance, notamment pour protéger les personnes démunies et vulnérables.
- Adapter les infrastructures aux risques inhérents au changement climatique représente probablement le plus important défi à relever par les pouvoirs publics. Des investissements substantiels de la part de l'UE et des États membres seront nécessaires.

Le Comité salue également l'idée de consacrer 20 % du budget total de l'UE, au cours des sept prochaines années (2014-2020), à des actions liées au climat. Cela représenterait un investissement de 192 milliards d'euros dans des mesures globales d'atténuation et d'adaptation.

Si l'on n'intervient pas d'urgence, les différences sociales au sein de l'UE pourraient s'accroître et mettre en péril la cohésion de l'UE, avertit le CESE. Il faut accorder une attention particulière aux groupes sociaux défavorisés si l'on veut éviter que les effets du changement climatique ne leur rendent la vie encore plus difficile.

"Pour la période budgétaire 2014-2020, l'ensemble des politiques européennes devraient intégrer la question du changement climatique."

Dilyana Slavova, présidente de la section spécialisée "Agriculture, développement rural, environnement" du CESE

Informations complémentaires:

- **Page web du CESE sur le changement climatique:** www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.climate-change
- **Audition publique du CESE (ODD) – En route vers un protocole global pour le climat en 2015:** www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.events-and-activities-global-climate-protocol-2015
- **Stratégie d'adaptation de l'UE:** http://ec.europa.eu/clima/policies/adaptation/what/documentation_en.htm
- **L'accord international de 2015 sur le changement climatique: définition de la politique internationale en matière de climat après 2020:** http://ec.europa.eu/clima/policies/international/negotiations/future/docs/com_2013_167_fr.pdf
- **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC):** www.ipcc.ch